



**NOTE CONCEPTUELLE  
DU PROJET POUR LA PAIX AU SAHEL ET EN SAVANE DE L'APS**

---

Juin, 2023

[www.paix-sahel.org](http://www.paix-sahel.org)

## SOMMAIRE

FICHE SIGNALITIQUE.....	3
INTRODUCTION.....	4
1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION.....	4
2. PROBLEME.....	7
3. QUESTIONS.....	7
4. HYPOTHESE DE BASE.....	7
5. OBJECTIFS.....	8
6. METHODOLOGIE.....	8
6. RESULTATS ATTENDUS.....	9
CONCLUSION.....	10

## FICHE SIGNALITIQUE

<b>Intitulé du projet</b>	Projet pour la Paix au Sahel et en Savane
<b>Type d'intervention</b>	Consolidation de la paix et cohésion sociale
<b>Objectifs</b>	<p>Promouvoir la paix dans le Sahel et la Savane à travers la cohésion sociale et la réconciliation, tout en préparant les bases de la relance du développement durable. Plus spécifiquement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- renforcer (promouvoir) la sécurité communautaire et la protection des droits de toutes les communautés afin de soutenir la cohabitation pacifique et le dialogue intercommunautaires,</li> <li>- relancer l'éducation formelle et non formelle au Sahel pour inculquer des valeurs de vivre ensemble et de tolérance religieuse à la base,</li> <li>- contribuer à la relance économique au Sahel par des innovations dans l'agriculture et l'élevage,</li> <li>- gérer le programme et accompagner l'APS.</li> </ul>
<b>Zones d'intervention</b>	Régions du Centre Nord, Centre Sud, Plateau Central, Nord, Sahel du Burkina Faso
<b>Bénéficiaire principal</b>	
<b>Bénéficiaires secondaires</b>	
<b>Personne à contacter</b>	
<b>Adresse</b>	Email : <a href="mailto:paix.sahel@gmail.com">paix.sahel@gmail.com</a> <a href="http://www.paix-sahel.org">www.paix-sahel.org</a>
<b>Durée du projet</b>	24 mois
<b>Montant du projet</b>	
<b>Partenaire</b>	

## INTRODUCTION

L'Association pour la Paix au Sahel et en Savane (APS) est une association apolitique, à but non lucratif, non syndicale, non confessionnelle qui n'autorise aucune discrimination de genre et d'ethnie, de droit burkinabè, ayant son siège à Ouagadougou. Officiellement Elle a pour but *de contribuer à la recherche de la cohésion sociale et de la paix dans les pays du Sahel et de la Savane*. Bien que ses activités s'exercent sur l'ensemble du territoire burkinabè, c'est une association à dimension continentale car militant en faveur du dialogue entre les peuples, les religions et les cultures en Afrique et dans la diaspora et disposant bientôt d'antennes nationales au Bénin, Cameroun, Centrafrique, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Soudan, Tchad et Togo.

L'APS est née d'un besoin de répondre aux défis sécuritaires et communautaires dans les pays du Sahel et des Savanes par la promotion d'un mieux vivre-ensemble en paix, l'élévation des défenses de la paix dans l'esprit des femmes et des hommes, préalables nécessaires au développement durable endogène. Elle intervient sur tous les facteurs qui mettent en péril la coexistence pacifique entre toutes communautés en favorisant l'implication des leaders communautaires, des services techniques de l'Etat, les missions diplomatiques, les projets et programmes, notamment en collaborant avec les communautés, les chefs religieux, les ONG et d'autres parties prenantes, pour mieux appréhender les défis de la paix et pour faire en sorte que personne ne soit laissé de côté ou pour compte.

Ainsi, c'est au regard du contexte d'insécurité au Sahel et en Savane que l'APS compte apporter sa contribution et être un acteur fondamental au côté des Etats pour un retour de la paix et une relance d'un développement durable.

### 1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Les phénomènes du terrorisme et de l'extrémisme violent sont devenus, ces 20 dernières années, des préoccupations mondiales. Premiers problèmes de sécurité des Etats dans le monde au 21<sup>e</sup> siècle, l'Afrique est actuellement le continent le plus durement impacté, notamment les pays du G5 Sahel.

A l'instar des autres pays du G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Niger, Tchad), le Burkina Faso est en proie à des attaques terroristes de plus en plus fréquentes et meurtrières. En butte à une crise sécuritaire depuis 2015 et qui est à un point culminant, le Burkina Faso est aujourd'hui l'épicentre du terrorisme dans la région du Sahel et en Afrique.

La situation sécuritaire dans le pays est caractérisée par la recrudescence des attaques terroristes (armes automatiques et des engins explosifs improvisés), les enlèvements de personnes et des assassinats ciblés, les destructions de biens matériels (véhicules, motos, écoles, mairies et préfectures, services de sécurité, centres de santé, marché, etc.), les affrontements inter communautaires, le développement du grand banditisme et de la délinquance transfrontalière (attaques à mains armées, des viols, les rapt de bétail, la vente de drogues et autres stupéfiants),

les opérations militaires et état d'urgence décrété dans les régions et les provinces, les blocus sur certaines localités et inaccessibilité pour d'autres.

L'escalade de cette violence provoquée par les groupes extrémistes violents a pour conséquence des pertes en vie humaines civiles et militaires, des blessés, des mutilés, des déplacements massifs de populations (PDI et réfugiés), des besoins croissants et multisectoriels (Abris et articles ménagers essentiels (AME), Education, Eau, Hygiène et Assainissement, Nutrition, Protection, Santé, Sécurité Alimentaire), l'insécurité multidimensionnelle (personnelle, économique, politique, sociale, environnementale, sanitaire, etc.) des populations, la pression sur l'exploitation des ressources naturelles qui mettent à rude épreuve la paix, la quiétude et la cohésion sociale, la sécurité et le développement socioéconomique et socioculturel du pays.

La situation humanitaire reste très préoccupante. De 87 000 personnes déplacées internes (PDI) en janvier 2019, le nombre de PDI à la date du 31 janvier 2023 selon Secrétariat Permanent du Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (SP/CONASUR est estimé à 1 938 792 individus dont 968 664 enfants, 545 876 femmes et 424 252 hommes. On note une augmentation de 3% comparé aux données du 31 décembre 2022 qui étaient de 1 882 391 PDI. Comparé à janvier 2022, on note une augmentation de 11% dans le nombre de PDI enregistrés.

Si le top 5 des régions qui enregistrent le plus de PDI sont le Sahel (25,7%), le Centre-Nord (25,1%), le Nord (13 %), l'Est (10,8%) et la Boucle du Mouhoun (5,6%), le caractère mouvant du phénomène a fait que les régions de la Boucle du Mouhoun, Cascades, Hauts Bassins et Sud-Ouest ont vu une augmentation importante de personnes déplacées internes dans ce mois de janvier 2023.

Les principaux motifs de départ selon le rapport de situation UN OCHA au Burkina Faso à la date du 15 mars 2023 sont entre autres : le conflit armé entre les forces de défense et de sécurité (FDS) et les Groupes Armés Terroristes (GAT), les attaques des GAT, les persécutions, les violations de droits humains et les motifs économiques. Aussi, les besoins humanitaires au Burkina Faso n'ont-ils jamais été aussi importants : 3,5 millions de personnes soit 84,85% ont besoin d'assistance humanitaire, 46,09% d'abris, 38,39% d'argent liquide, 32,94% d'article non alimentaire et 12,75% de sécurité. Les femmes et les enfants sont les plus vulnérables d'entre eux.

Face à l'excroissance des actes de violence au Burkina Faso depuis 2015, outre les actions concertées au niveau régional initiées sous l'impulsion du G5 Sahel, avec les pays frontaliers, des initiatives à l'interne aussi bien par les organismes étatiques que non étatiques à l'effet de prévenir et de lutter contre le terrorisme ont été développées.

Ainsi, de nombreuses communautés rurales captives de l'insécurité générale ont décidé de s'organiser pour faire face aux groupes extrémistes violents. Prises au piège des vols de bétail perpétrés par de petits groupes d'hommes anonymes et des incursions djihadistes, elles se sont armées pour assurer leur propre sécurité.

Cette prolifération des groupes d'autodéfense est également favorisée par les États qui ont souvent armé et appuyé certaines d'entre elles. Malheureusement, ces groupes se sont souvent arrogé des pouvoirs de police et de justice et appliquent leurs propres lois dans certains pays dont le Mali et le Burkina Faso. Ils seraient même responsables de nombreux massacres de Peuls dont Yirgou en janvier 2019 et Nouna le 30 décembre 2022.

Accusées d'être des djihadistes, certaines communautés, notamment Peules, subissent plus que d'autres les exactions des soldats et des groupes d'autodéfense. En effet, les amalgames associant Peuls et terroristes, les blâmes pour les attaques des groupes terroristes, le durcissement des contrôles au faciès, le placement sur des listes terroristes répondant à des critères arbitraires, les faits de violence physique et psychologique, les exécutions extrajudiciaires, les griefs de spoliation des éleveurs et les massacres de masse dont ils sont la cible, qui ne font que consolider leur sentiment de stigmatisation ont fait le jeu des extrémistes pour favoriser le recrutement dans leurs rangs.

En outre, les GAT ont obtenu un certain soutien local grâce à des mesures populistes telles que l'interdiction des frais de pâturage, et en faisant écho aux doléances des jeunes éleveurs contre les textes réglementaires en matière de pâturages et le système foncier existant.

En plus du recrutement par le biais des écoles coraniques, les GAT auraient recours à la coercition et à l'intimidation pour recruter de nouveaux membres. Ce sont là, autant de facteurs qui peuvent avoir des répercussions négatives sur la lutte contre l'hydre terroriste au Burkina Faso.

Du reste, les réponses essentiellement sécuritaires ayant montré leurs limites, pour impulser une meilleure réponse au phénomène terroriste, aussi bien au niveau local, national, régional qu'africain en vue d'assurer une résilience des communautés, il s'avère nécessaire de développer des approches novatrices pour conquérir les esprits et y élever les défenses de la paix.

C'est eu égard à ce qui précède et convaincu que l'ethnisation du terrorisme va nuire à la cohésion sociale condition indispensable pour éradiquer l'hydre terroriste que le 4<sup>e</sup> Congrès Mondial du Pulaaku<sup>1</sup> s'est tenu les 15, 16 et 17 septembre 2022, à RAN Hôtel Somkieta de Ouagadougou, sous le thème « Apport du Pulaaku à la promotion de la paix au Sahel ». Les trois cent trente-sept (337) congressistes en présentiel et de centaines d'autres en ligne, d'une quinzaine de pays, se sont engagés à :

- (i) participer auprès des Etats, au recouvrement et à la stabilisation de toutes les zones en vue d'un retour définitif, sécurisé et permanent des populations déplacées internes à leurs lieux d'habitats initiaux avant le phénomène de l'insécurité ;
- (ii) contribuer à la réouverture graduelle et permanente des écoles et centres de santé fermés dans les zones d'insécurité ;
- (iii) promouvoir des innovations en élevage par le réseautage des leaders des éleveurs ;

---

<sup>1</sup> Voir rapport du Congrès ci-joint.

- (iv) participer activement à la mise en place d'un cadre de concertation entre les Leaders Communautaires et Religieux issus des pays du Sahel et de la Savane ;
- (v) promouvoir une communication de crise pour atténuer les tensions communautaires et éviter les multiples pièges des terroristes.

## 2. PROBLEME

Ces dernières années, le niveau de l'insécurité ne fait que monter dans de nombreux pays du Sahel. Aussi, pour y faire face, le Mali s'est vu obligé de recourir à des étrangers. Malheureusement, les résultats engrangés restent mitigés. Quant au Burkina, il est à son 3<sup>e</sup> président en moins de trois (03) ans. Son recours à cinquante mille (50.000) supplétifs de l'armée n'empêche pas l'augmentation du nombre de personnes tuées ou déplacés internes. Même dans des grandes villes comme Bobo-Dioulasso, Nouna, Ouahigouya, le tissu social ne cesse de s'effriter. Il y a véritablement problème : **le problème d'une insécurité grandissante avec un tissu social qui s'effrite chaque jour d'avantage.**

## 3. QUESTIONS

Les solutions proposées jusque-là par les États du Sahel et leurs partenaires pour mettre fin à l'insécurité n'empêchent pas la montée du niveau d'insécurité, notamment au Burkina Faso et au Mali où, dans de nombreuses localités, les terroristes semblent être les maîtres des lieux. Ils se pose alors les questions suivantes :

*Question principale :*

Comment promouvoir la paix dans le Sahel et la Savane à travers la cohésion sociale et la réconciliation, tout en préparant les bases de la relance du développement durable.

*Questions spécifiques :* Plus spécifiquement :

1. comment recoudre le tissu social pour un développement durable ?
2. comment tarir les sources de recrutement de combattants au profit des GAT ?
3. comment ramener le maximum de recrues des GAT dans la République ?

## 4. HYPOTHESE DE BASE

De nombreux experts mais également des hommes et femmes politiques se sont penchés sur la situation sécuritaire du Sahel en vue d'y apporter la paix : restitutions d'études, séminaires, conférences de chefs d'Etat, etc.

Si la paix n'est toujours pas retrouvée, au moins l'unanimité s'est faite sur le nombre très important de bergers et fils de bergers parmi les groupes armés terroristes (GAT). Or, les bergers se retrouvent dans la quasi-totalité des pays du Sahel.

Aussi, pour réduire considérablement le nombre de terroristes afin d'empêcher leur déploiement sur les différentes parties du territoire burkinabé, l'hypothèse de base est-elle la suivante : « Les leaders des communautés des bergers et fils de bergers, ayant la confiance de leurs États respectifs, peuvent réduire considérablement le nombre des terroristes en aidant, d'une part à tarir les sources de recrutement des combattants pour les GAT et, d'autre part, à ramener les recrues des GAT dans la République".

## 5. OBJECTIFS

Le présent projet de l'APS a pour objectif général de *promouvoir la paix dans le Sahel et la Savane à travers la cohésion sociale et la réconciliation, tout en préparant les bases de la relance du développement durable*. Plus spécifiquement, il s'agit de :

- renforcer (promouvoir) la sécurité communautaire et la protection des droits de toutes les communautés afin de soutenir la cohabitation pacifique et le dialogue intercommunautaires,
- relancer l'éducation formelle et non formelle au Sahel pour inculquer des valeurs de vivre ensemble et de tolérance religieuse à la base,
- contribuer à la relance économique au Sahel par des innovations dans l'agriculture et l'élevage,
- gérer le programme et accompagner l'APS.

## 6. METHODOLOGIE

Pour atteindre les objectifs du Programme de l'Association pour la Paix au Sahel et en Savane (APS), la méthodologie adoptée consiste d'abord en une meilleure compréhension de la situation sécuritaire du Sahel par les leaders. Cette activité est déjà réalisée avec des communications suivantes :

- ***Communications en ligne en prélude au 4<sup>e</sup> Congrès Mondial du Pulaaku***
  1. M. Atiana Serge OULON (journaliste, écrivain) : « Profil et itinéraires des terroristes »,
  2. Honorable Idrissa Allaye SANKARE (ancien maire, ancien député) : « La question du dialogue intra/inter communautaire en temps de conflits : forces et faiblesses »,
  3. M. Kader SIDIBÉ (chef de mission sahel du Centre pour le Dialogue humanitaire) : « Certains djihadistes/terroristes pourraient vouloir se repentir : quel accompagnement des leaders communautaires »,
  4. M. Mohamed Ataib SIDIBÉ (Président de la Branche Politique du mouvement Ganda Izo participant aux négociations qui ont abouti à la signature de l'Accord d'Alger) : « Peuls, terroristes et terrorisme au Sahel : comment amener la communauté peule à se départir de la camisole que les djihadistes/terroristes lui imposent ? »,

5. Dr. Ousmane SAWADOGO (personne de ressource auprès de l'Institut des Droits de l'Enfant (IDE) Suisse) : « Radicalisation et Extrémisme violent au Sahel : cas du Jelgooji ».

- ***Communications en présentiel pendant le 4<sup>e</sup> Congrès Mondial du Pulaaku***

6. Maître Nouhoun Madani DIALLO (Coordinateur/Chambre du Tribunal Pénal International pour le Rwanda de 2003 à 2013, Greffier Adjoint de la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples) : « Les messages haineux : quelles leçons tirer du drame rwandais ? »,

7. Lieutenant-Colonel Damandi TOGUYENI : « La sécurité au Sahel : état des lieux »,

8. M. Mahamadou SAVADOGO (expert en sécurité) : « Facteurs de résilience à la radicalisation et à l'extrémisme violent »,

9. Capitaine Issiaka BARRY (Coordonnateur/comité locaux de dialogue) : « La paix au Sahel : quelle contribution des comités locaux de dialogue ? »,

10. Son Excellence Albert OUEDRAOGO (Premier Ministre, Chef du Gouvernement) : « Discours/échange avec les 337 congressistes sur la paix »,

11. M. Issaka SOUROUWEMA (Ministre des affaires coutumières et religieuses) : « Discours/échange avec les 337 congressistes sur la paix »,

12. M. Yéro BOLY (Ministre d'État, Ministre en charge de la réconciliation nationale et de la cohésion sociale) : « Discours/échange avec les 337 congressistes sur la paix ».

A la suite des communications qui ont permis de mieux appréhender la situation sécuritaire au Sahel, des activités majeures seront organisées : les rencontres de négociation de haut niveau et le réseautage des leaders communautaires pour le développement.

(i) **Les rencontres de négociation de haut niveau** : Il s'agit de rencontres entre les leaders communautaires dont les conclusions seront comme légales et légitimes auprès des fils de bergers et agriculteurs. Ces rencontres favoriseront le retour de la confiance entre les fils de bergers et leurs Etats pour éviter les pièges des GAT. Cette confiance les amènera à appuyer leurs Etats dans la lutte contre le terrorisme.

(ii) **Le réseautage des leaders communautaires pour le développement** : Il s'agit de réseauter les leaders des communautés en contact (éleveurs/agriculteurs) par des fermes innovantes à partir des résultats de la recherche.

## **6. RESULTATS ATTENDUS**

- un (01) forum national des leaders des bergers et FDS sur le retour de la paix est organisé,
- un (01) forum des leaders des bergers des pays du Sahel et FDS sur le retour de la paix est organisé,

- un (01) forum des leaders coutumiers et FDS des provinces frontalières du Burkina Faso avec le Bénin, le Ghana et le Togo sur la paix est organisée,
- des fermes innovantes pour la paix au Sahel et en Savane à partir des résultats de recherche sont créées,
- les fermes innovantes deviennent de véritables sources de revenus,
- les fermes innovantes créent des liens sacrés entre éleveurs et agriculteurs,
- le nombre de bergers ou fils de bergers dans les GAT s'est considérablement réduit,
- la paix est de retour au Burkina Faso.

## **CONCLUSION**

L'objectif principal de l'APS est de contribuer à la promotion de la paix dans le Sahel et la Savane à travers la cohésion sociale et la réconciliation, tout en préparant les bases de la relance du développement durable. Pour atteindre cet objectif et compte tenu de la jeunesse de l'association, il faut l'accompagnement des Etats du Sahel. Du reste, réussir la cohésion sociale et la réconciliation, c'est s'engager véritablement dans la lutte contre le terrorisme à travers le tarissement des sources de recrutement des combattants par les groupes armés non étatiques, mais également accompagner la population, par des fermes innovantes, à recoudre le tissu social grandement déchiré.